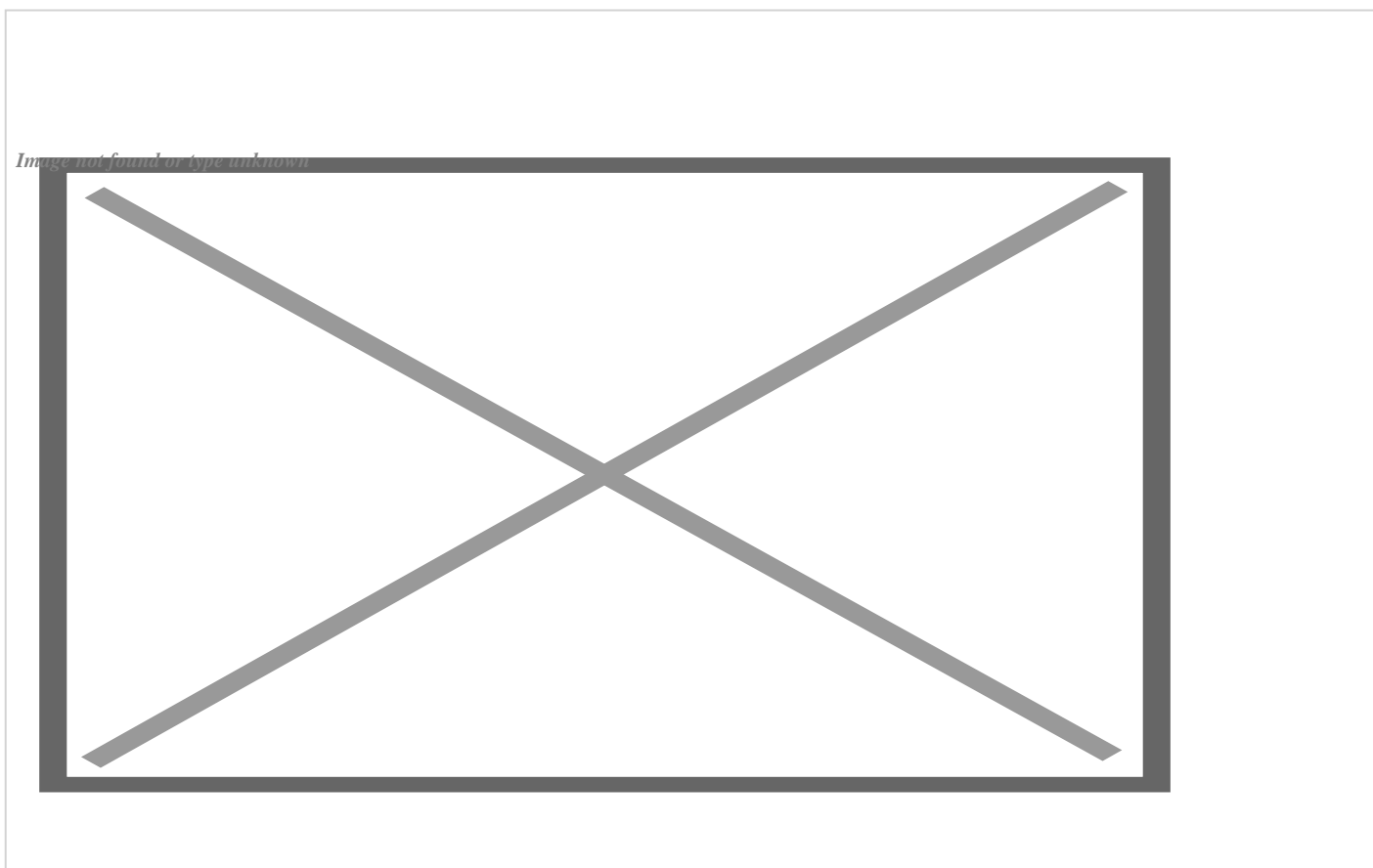


Le gouvernement péruvien décide de militariser la région de Puno



La Havane, 25 janvier, (RHC)- Le gouvernement péruvien a expédié ce mercredi des centaines de militaires dans le département de Puno.

Le couvre-feu dans cette région du sud du Pérou, théâtre de troubles sociaux importants, a d'autre part été prolongé pour 10 jours civils.

Cette annonce intervient alors que l'une des journées les plus violentes dans le centre historique de Lima a eu lieu mardi, quelques heures après que la présidente désignée, Dina Boluarte, ait appelé à une trêve nationale avec les manifestants, afin d'entamer un dialogue.

Les manifestants exigent la démission de Dina Boluarte, la tenue immédiate d'élections et la dissolution du Congrès contrôlé par la droite.

La présidente désignée tente de cacher à l'opinion la répression sanglante des manifestations. Elle a assuré que les forces de l'ordre ne font que protéger la vie des Péruviens.

Pourtant des expertises ont prouvé que bon nombre des décès enregistrés lors des manifestations ont été provoqués par balles de fusils d'usage exclusif de l'armée.

D'autre part, le ministère public péruvien a ouvert une enquête contre le ministre de l'Intérieur, Vicente Romero, pour avoir commis un délit d'actes fonctionnels lors de l'opération de police organisée sur le campus de l'Université de San Marcos, à Lima, samedi dernier.

Face à ce climat de répression au Pérou, un groupe de 46 avocats va déposer une plainte auprès de la Cour internationale de justice de La Haye contre la présidente Boluarte, pour plus de 60 décès enregistrés lors des manifestations réclamant sa démission, notamment dans le sud du pays.

Source : TeleSur

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/311684-le-gouvernement-peruvien-decide-de-militariser-la-region-de-puno>



Radio Habana Cuba